



# BUDGET PRIMITIF 2025

## NOTE EXPLICATIVE DE SYNTHESE

# SOMMAIRE

<b>I.</b>	<b>Budget général 2025 .....</b>	<b>3</b>
A.	<i>L'équilibre du budget 2025 .....</i>	4
B.	<i>La section de fonctionnement .....</i>	4
a)	L'évolution des dépenses de fonctionnement .....	4
b)	L'évolution des recettes de fonctionnement .....	7
c)	La répartition des charges de fonctionnement par secteur .....	11
C.	<i>La section d'investissement.....</i>	11
a)	Les dépenses d'investissement .....	11
b)	Les recettes d'investissement .....	12
<b>II.</b>	<b>Le budget annexe du stationnement 2025 .....</b>	<b>13</b>

Après le rapport d'orientation budgétaire présenté lors de la séance du conseil municipal du 18 novembre 2024, le budget primitif 2025 concrétise les orientations de la municipalité.

Ce rapport de présentation a vocation à synthétiser et commenter les données issues des maquettes budgétaires qui répondent aux exigences du cadre légal des instructions comptables et budgétaires (M57 et M4).

Les comparaisons, effectuées dans ce rapport avec le budget précédent, s'effectuent par rapport au budget cumulé 2024 (budget + décisions modificatives + virements internes + restes à réaliser n-1). Le budget 2025 n'intègre pas les résultats et restes à réaliser 2024.

## **I. Budget général 2025**

Après une année 2024 marquée par des tensions persistantes, notamment sur l'énergie et les taux d'intérêt, la situation économique semble s'améliorer en 2025. L'inflation, qui avait fortement pesé sur les dépenses communales, est désormais en baisse, et les taux d'intérêt commencent à se stabiliser, offrant ainsi un léger répit pour la gestion de la dette et les charges de remboursement.

Ces évolutions apportent un soulagement, mais l'impact des ajustements budgétaires décidés en 2024 se fera encore sentir cette année. La révision des prix en cours d'exercice, ainsi que les revalorisations salariales, continueront à peser sur les finances de la commune.

Cette accalmie économique ne doit pas masquer les incertitudes qui demeurent. Le déficit de l'État reste préoccupant, et des mesures d'économies affectant les collectivités locales sont à prévoir, ce qui pourrait limiter nos marges de manœuvre budgétaires.

Les premières discussions précisent un effort demandé aux collectivités de 5 milliards soit 2% du budget par notamment le gel de la fraction de TVA reversée pour compenser la suppression de la TH et de la CVAE, baisse de 800M€ du FCTVA et impact sur la DGF...

Malgré ce contexte national difficile, nous continuons de maintenir nos ambitions pour 2025. Les investissements prévus, avec la réalisation de projets phares et structurants pour notre ville, demeurent une priorité. Nous restons engagés à répondre aux besoins des Montiliennes et des Montiliens tout en préservant l'équilibre budgétaire.

A. L'équilibre du budget 2025

	Fonctionnement	
	Dépenses	Recettes
<b>Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget</b>	<b>45 498 K€</b>	<b>45 498 K€</b>
dont Crédits réels	40 436 K€	45 475 K€
dont Crédits d'ordre	5 062 K€	23 K€
	<b>+</b>	<b>+</b>
	Investissement	
	Dépenses	Recettes
<b>Crédits d'investissement votés au titre du présent budget</b>	<b>25 786 K€</b>	<b>25 786 K€</b>
dont Crédits réels	25 463 K€	20 424 K€
dont Crédits d'ordre	323 K€	5 362 K€
	<b>=</b>	<b>=</b>
<b>Total du budget</b>	<b>71 283 K€</b>	<b>71 283 K€</b>

Le budget 2025 s'équilibre en section de fonctionnement à hauteur de 45 498k€ et en section d'investissement à hauteur de 25 786k€. Le montant global est de 71283k€.

B. La section de fonctionnement

a) L'évolution des dépenses de fonctionnement

Les dépenses de fonctionnement réelles (hors opérations d'ordre) s'élèvent en 2025 à 40 436k€. Elles augmentent de 0.7% par rapport au budget 2024 avec prise en compte de la décision modificative votée au conseil de novembre ; soit en valeur absolue une hausse de 289 k€.

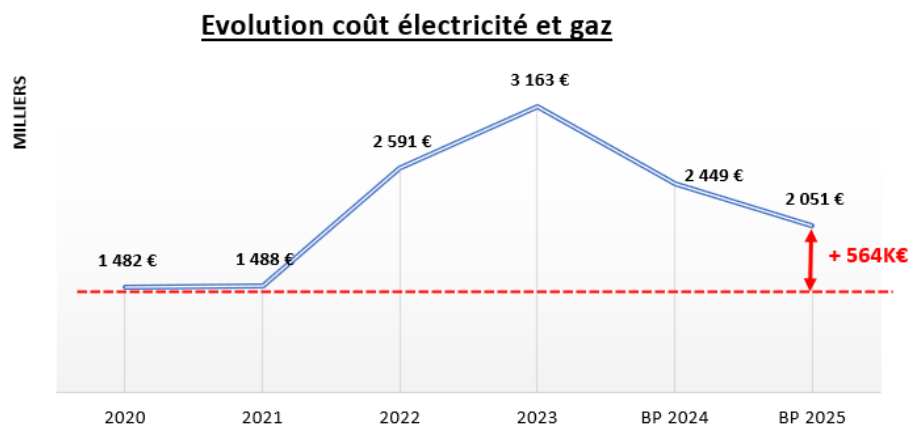
	Budget 2024	Budget 2025	Variat. En %	Variat. En €
011-Charges courantes	15 308K€	14 566K€	-4,8%	-742K€
dont électricité et gaz	2 468K€	2 051K€	-16,9%	-416K€
dont autres	12 841K€	12 515K€	-2,5%	-325K€
012 - charges de personnel	18 156K€	19 220K€	5,9%	1 064K€
014 - FPIC et autres	466K€	452K€	-3,0%	-14K€
65 - subvention et participations	5 212K€	5 281K€	1,3%	69K€
dont participation SDIS	2 107K€	2 154K€	2,2%	47K€
dont subv. Budget stationnement	397K€	335K€	-15,6%	-62K€
dont subv. CCAS	773K€	965K€	24,8%	192K€
dont autres	1 935K€	1 827K€	-5,6%	-108K€
66 - charges financières	903K€	829K€	-8,1%	-74K€
67 - charges exceptionnelles	42K€	27K€	-36,4%	-15K€
68- provision	60K€	60K€	0,0%	0K€
<b>Total</b>	<b>40 147K€</b>	<b>40 436K€</b>	<b>0,7%</b>	<b>289K€</b>

### ➤ Les dépenses à caractère général (chapitre 011)

Ce chapitre enregistre l'ensemble des dépenses nécessaires au bon fonctionnement de tous les équipements publics et aux animations de la ville.

Cette évolution prend en compte plusieurs phénomènes :

- Les tensions sur l'énergie sont moins pesantes en 2025, avec une légère baisse des coûts. Cependant, le montant reste toujours supérieur à celui de 2021 (+564K€) ;



- Le transfert du portage à domicile au CCAS ;
- La prise en compte des évolutions du budget pour poursuivre le déploiement de politiques publiques essentielles pour le quotidien des habitants, notamment dans les domaines de la santé, du social, de l'éducation, de la sécurité, ainsi que des animations et de l'attractivité de la ville.

### ➤ Les charges de personnel (chapitre 012)

Les charges de personnel évolueront principalement sous l'effet de l'impact des mesures décidées par l'Etat et qui s'imposent aux employeurs publics.

Tout d'abord, l'augmentation de 5 points d'indice, appliquée depuis janvier 2024, continue d'affecter la masse salariale.

En ce qui concerne le taux de cotisation à la CNRACL (Caisse Nationale de Retraites des Agents des Collectivités Locales), l'Etat a décidé d'augmenter ce taux de 4 pts. Cette hausse, qui entrera en vigueur en 2025, s'inscrit dans un ensemble de réformes visant à rétablir l'équilibre financier du régime, engendrera un coût d'environ 325K€ pour le budget de la ville.

Le SMIC, après plusieurs augmentations en 2023 et 2024 liées à l'inflation, pourrait encore progresser de 2 % en 2025. Cela pourrait nécessiter une révision de l'indice minimum des agents, afin de garantir une rémunération conforme au SMIC.

De plus, à partir de janvier 2025, les collectivités territoriales seront tenues de participer à la couverture prévoyance de leurs agents, avec une contribution réglementaire minimale de 7 € par mois. La collectivité a fait le choix de participer à hauteur de 10€ sur la « part prévoyance » de la protection sociale complémentaire des agents.

Par ailleurs, un nouveau régime indemnitaire pour les policiers municipaux entrera en vigueur, avec la possibilité d'attribuer une prime spéciale divisée en deux volets : une

part fixe pour les fonctions exercées et une part variable liée à l'engagement des agents.

Enfin, le Glissement Vieillesse Technicité (GVT), qui mesure l'évolution de la masse salariale à effectif constant, est estimé à une augmentation moyenne de 1 % pour 2025. Ce mécanisme reflète les évolutions de carrière des agents, comme les promotions et avancements d'échelon.

### ➤ Atténuations des produits (chapitre 014)

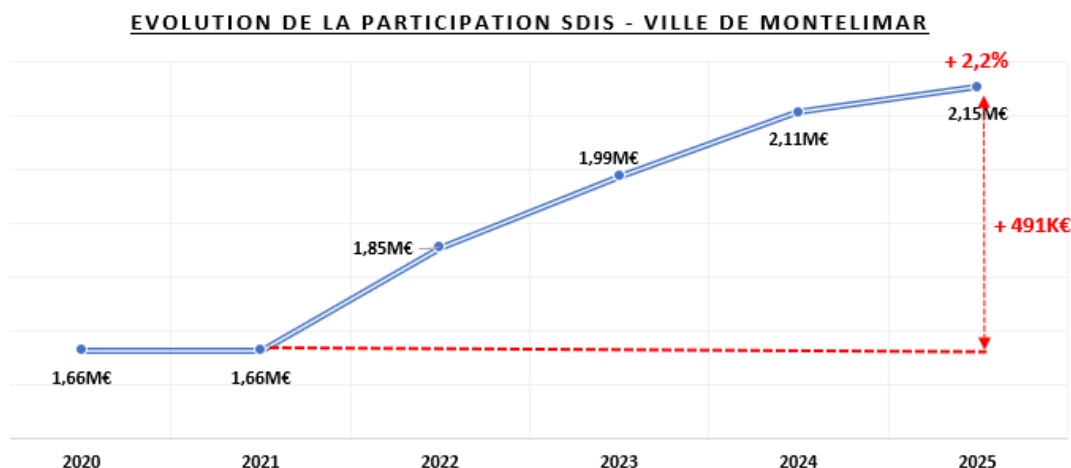
Ce chapitre enregistre le montant prélevé par l'Etat au titre d'une part du fonds de péréquation (FPIC) qui est estimé en baisse de 3% en 2025.

### ➤ Les autres charges de gestion courante (chapitre 65)

Ce chapitre regroupe la participation obligatoire au Service Départemental d'Incendie et de Secours, la subvention au centre communal d'action sociale (CCAS), la subvention d'équilibre versée au budget annexe du stationnement, les subventions aux associations ainsi que les indemnités versées aux élus au titre de leur mandat et les crédits destinés à supporter les pertes sur créances irrécouvrables.

La variation de ce chapitre est principalement liée à :

- La révision de la participation au SDIS 26 estimée à +2.2% soit +47 k€. Cette évolution s'inscrit dans une forte évolution de la participation appelée par le SDIS depuis 2021 après plusieurs années de stabilité et dans un contexte d'augmentation des risques en particulier en matière de feux de forêts comme le montre le graphique ci-après ;



- La baisse de la subvention d'équilibre versée au budget stationnement (-62k€).
- La hausse de la subventions versées au CCAS (+192K€) afin de financer l'intégration du Programme de Réussite Educative (anciennement géré par la caisse des écoles) et du portage à domicile.

➤ **Les charges financières (chapitre 66)**  
Les charges financières sont contenues du fait de la baisse de l'encours de dette et de la gestion active de la dette (-74K€).

➤ **Les charges exceptionnelles (chapitre 67)**  
Ce chapitre enregistre les annulations des titres de recettes sur les exercices antérieurs.

➤ **Les dotations aux provisions (chapitre 68)**  
Une provision de 60 k€ est inscrite pour la dépréciation des éventuelles créances douteuses que le trésor public pourrait nous communiquer.

## b) L'évolution des recettes de fonctionnement

Les recettes de fonctionnement réelles (hors opérations d'ordre) sont estimées pour 2025 à environ 45,5M€. Elles augmentent de 1.5% par rapport au budget 2024.

	Budget 2024	Budget 2025	Variat. En %	Variat. En €
<b>013 - IJ et chèque déjeuners</b>	<b>255K€</b>	<b>300K€</b>	<b>17,6%</b>	<b>45K€</b>
<b>70 - Produit des services</b>	<b>2 622K€</b>	<b>2 466K€</b>	<b>-5,9%</b>	<b>-156K€</b>
<b>73- Impôts et taxes</b>	<b>2 673K€</b>	<b>2 649K€</b>	<b>-0,9%</b>	<b>-24K€</b>
dont attribution de compensation et DSC	2 534K€	2 510K€	-0,9%	-24K€
dont autres	140K€	140K€	0,0%	0K€
<b>731- Fiscalité locale</b>	<b>30 696K€</b>	<b>31 192K€</b>	<b>1,6%</b>	<b>496K€</b>
dont Impôts directs locaux	27 742K€	28 251K€	1,8%	509K€
dont Taxe additionnelle droits de mutation	1 550K€	1 600K€	3,2%	50K€
dont Taxe locale sur la publicité extérieure	280K€	240K€	-14,3%	-40K€
dont Taxe sur la consommation finale d'électricité	965K€	965K€	0,0%	0K€
dont autres	439K€	376K€	-14,4%	-63K€
<b>74 - Dotations et participations</b>	<b>7 311K€</b>	<b>7 559K€</b>	<b>3,4%</b>	<b>248K€</b>
dont DGF	4 801K€	4 798K€	0,0%	-2K€
dont compensation exonérations impots locaux	1 442K€	1 521K€	5,5%	79K€
dont autres	1 069K€	1 240K€	16,0%	171K€
<b>75 - Autres produits</b>	<b>1 178K€</b>	<b>1 295K€</b>	<b>10,0%</b>	<b>118K€</b>
dont location de locaux	601K€	725K€	20,8%	125K€
dont autres	577K€	570K€	-1,2%	-7K€
<b>76 - Produits financiers</b>	<b>54K€</b>	<b>3K€</b>	<b>-94,4%</b>	<b>-51K€</b>
<b>77- Produits exceptionnels</b>	<b>0K€</b>	<b>10K€</b>	<b>0,0%</b>	<b>10K€</b>
<b>Total</b>	<b>44 789K€</b>	<b>45 475K€</b>	<b>1,5%</b>	<b>686K€</b>

➤ **Atténuations des charges (chapitre 013)**  
Dans ce chapitre sont comptabilisés la participation des agents aux chèques déjeuner et le remboursement des indemnités journalières perçues de la part de la caisse primaire d'assurance maladie. Le montant est réajusté au niveau de l'encaissement 2024.

➤ **Produits de services, du domaine et ventes (chapitre 70)**  
Ce chapitre enregistre les recettes liées aux concessions des cimetières, aux redevances d'occupation du domaine public (terrasses, travaux...), à la redevance découlant de l'installation de production photovoltaïque sur les bâtiments du centre technique municipal de Gournier et sur la zone de Fortuneau, aux activités des centres sociaux (famille et prestation CAF), à la facturation à l'agglomération des services

partagés, au remboursement des charges locatives, au remboursement des mise à disposition du personnel et aux recettes des consultations du centre municipal de santé (CMS).

La diminution s'explique principalement par le transfert du budget de l'eau à l'agglomération, ce qui rend désormais impossible le remboursement par le budget annexe des frais de fonctionnement et d'encadrement.

### ➤ Impôts et taxes (chapitre 73)

L'attribution de compensation versée par l'agglomération baisse sous l'effet de l'évolution des services communs facturés par la communauté d'agglomération à la ville.

Le montant de la DSC mis en place par l'agglomération pour réduire les disparités de ressources et de charge est reconduite en 2025 avec un montant de 66K€ pour Montélimar.

	2024	2025
AC année N-1	4 383 K€	4 383 K€
Intégration ancienne DSC ds AC	0 K€	0 K€
<b>AC année N</b>	<b>4 383 K€</b>	<b>4 383 K€</b>
Facturation Services communs	-1 915 K€	-1 939 K€
Dotation de solidarité communautaire (DSC)	66 K€	66 K€
<b>Total Montant reversé par l'Agglo</b>	<b>2 534 K€</b>	<b>2 510 K€</b>
Variation en €		-24 K€

### ➤ Fiscalité locale (chapitre 731)

Ce chapitre comptabilise principalement les contributions directes (TH et TF), les taxes liées à la production énergétique, la taxe sur la publicité et les droits de mutation.

Pour 2025, la fiscalité ne progressera que sous l'effet de l'accroissement des bases fiscales, notamment grâce à la construction de nouveaux logements et à la revalorisation forfaitaire des valeurs locatives.

Depuis 2018, les valeurs locatives cadastrales sont revalorisées chaque année en fonction de l'évolution sur un an de l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH) de novembre. Pour calculer la revalorisation applicable à l'année 2025, les pouvoirs publics utiliseront l'inflation enregistrée entre novembre 2023 et novembre 2024. Étant donné le ralentissement de l'inflation en 2024, la revalorisation des bases locatives cadastrales devrait se situer autour de 1.6% à 2%, en retrait par rapport à l'année précédente.

Nos prévisions, empreintes de prudence, se fondent sur une hypothèse de revalorisation de 1.6% des bases locatives et une croissance de 0,5 % due à la construction de nouveaux logements.



	2024	2025
<b>Bases nettes TH</b>	<b>4 612 K€</b>	<b>4 686 K€</b>
<i>Evolution</i>	- 15,5%	+ 1,6%
Taux TH	14,78%	14,78%
<b>Produit TH</b>	<b>681 673 €</b>	<b>692 579 €</b>
<b>Bases totales FB</b>	<b>69 728 000 €</b>	<b>71 045 466 €</b>
	4,4%	1,9%
Taux FB	37,82%	37,82%
<b>Produit FB</b>	<b>26 369 K€</b>	<b>26 867 K€</b>
Coefficient correcteur	1,0165	1,0165
<b>Total compensation</b>	<b>434 K€</b>	<b>442 K€</b>
<b>Bases FNB</b>	<b>359 K€</b>	<b>350 K€</b>
Taux FNB	71,17%	71,17%
<b>Produit FNB</b>	<b>255 K€</b>	<b>249 K€</b>
<b>Produit fiscal direct</b>	<b>27 740 K€</b>	<b>28 251 K€</b>
	+ 3,7%	+ 1,8%

Comme prévu en 2024, après une forte hausse des droits de mutation entre 2020 et 2022, la baisse de ces droits s'est confirmée en 2024. La hausse continue des taux d'intérêt et la réticence des banques à accorder des crédits ont fortement ralenti le marché des transactions immobilières.

Pour 2025, la Banque centrale européenne ayant abaissé les taux directeurs, un léger redémarrage des ventes immobilières est attendu. Ainsi, la recette devrait se stabiliser, avec une légère hausse possible par rapport à 2024, sans pour autant retrouver les niveaux de 2021 et 2022

	2020	2021	2022	2023	BP 2024	BP 2025
Droits de mutation	1 769K€	2 184K€	2 305K€	2 025K€	1 550K€	1 600K€

### ➤ Dotations, subventions et participations (chapitre 74)

Ce chapitre englobe la dotation globale de fonctionnement, les compensations liées aux dégrèvements de fiscalité versées par l'Etat, les contrats aidés et les diverses subventions (Fisac, sauvegarde de l'enfance et centre municipal de santé).

S'agissant de la dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat, le projet de loi de finances 2025 n'étant pas encore adopté, l'inscription proposée résulte d'une estimation effectuée avec les éléments connus à ce jour et intégrant une évolution de la population de +0.5%.

Initialement annoncé à hauteur de 190M€, l'augmentation de la péréquation des dotations communales est prévue au PLF à hauteur de 290 M€ en 2025 :

- DSU : +140 M€;
- DSR : +150 M€.

Compte tenu de l'absence d'abondement de la DGF, la poursuite de cette hausse de la péréquation va se traduire par une plus forte pression sur l'écêtement de la dotation des communes et sur la dotation de compensation des EPCI.

	2024	2025
Population DGF	42 035 +593 hab + 1,43%	42 243 +208 hab + 0,49%
Part dynamique de la population	66,5K€	23,3K€
Ecretement	-7,1 K€	-97,2 K€
Dotation forfaitaire avant CRFP	5 368,0K€	5 294,1K€
Participation redress. Comptes publics	-2 135,4K€	-2 135,4K€
variation	0,0K€	0,0K€
<b>Dotation forfaitaire</b>	<b>3 232,6K€</b> <b>59,4K€</b> <b>1,87%</b>	<b>3 158,7K€</b> <b>-73,9K€</b> <b>-2,29%</b>
DNP	243,1 K€ -0,70%	251,6 K€ 3,50%
DSU	1325,2 K€ 8,74%	1388,2 K€ 4,75%
<b>Total DGF</b>	<b>4 800,9K€</b> <b>164,2K€</b> <b>3,5%</b>	<b>4 798,5K€</b> <b>-2,4K€</b> <b>-0,1%</b>
DGF/hab	114,2 €/hab.	113,6 €/hab.

L'augmentation de ce chapitre s'explique par les subventions obtenues pour l'ouverture du centre de santé à Pracomtal.

#### ➤ **Autres produits de gestion courante (chapitre 75)**

Ce chapitre enregistre toutes les recettes liées aux loyers perçus pour l'utilisation des bâtiments communaux par des tiers et les autres produits de gestion (opération « Sport Zap », fourrière automobile, vente d'espace publicitaire dans le magazine communal, compensation tarifaire de la restauration scolaire et remboursement par la communauté d'agglomération des repas des encadrants « périscolaire »). Dans le cadre de la nouvelle nomenclature comptable M57, ce chapitre enregistre désormais les recettes résultant des sinistres et des contentieux divers, du recouvrement des impayés de la restauration scolaire ainsi que de l'annulation des rattachements de mandats émis à tort.

Le montant de ce chapitre est réajusté au niveau de l'encaissement 2024.

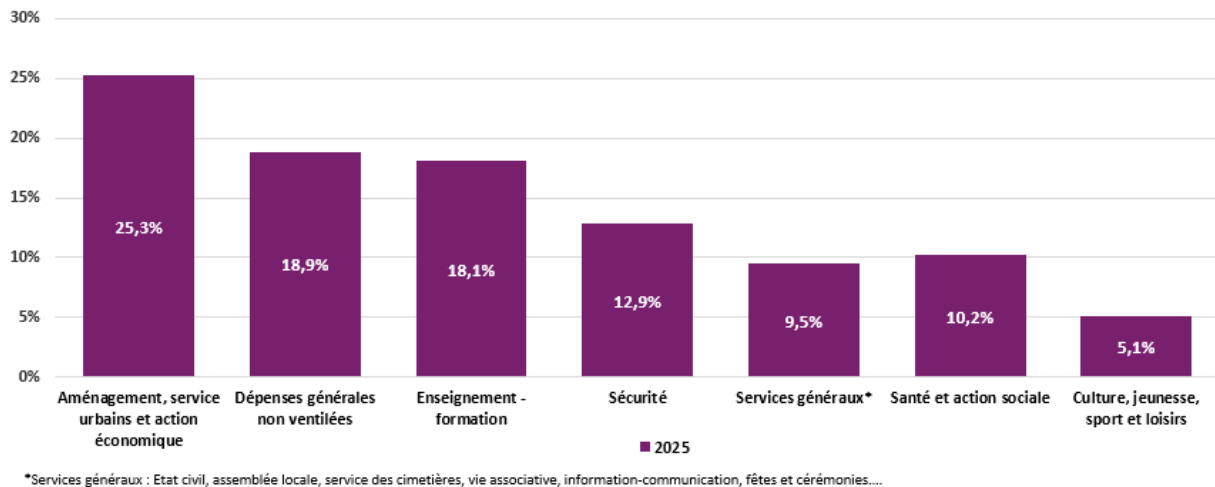
#### ➤ **Produits financiers (chapitre 76)**

Les produits financiers sont essentiellement liés aux dividendes reversés par la CNR (Compagnie Nationale du Rhône) dont la commune est actionnaire et au placement de la trésorerie.

#### ➤ **Produits exceptionnels (chapitre 77)** Ce chapitre enregistre désormais les annulations de mandats antérieurs.

## c) La répartition des charges de fonctionnement par secteur

### Répartition des dépenses de fonctionnement



La commune poursuivra le déploiement des politiques publiques essentielles pour le quotidien des habitants, notamment dans les domaines de la santé, du social, de l'éducation, de la sécurité, ainsi que des animations et de l'attractivité de la ville.

## C. La section d'investissement

### a) Les dépenses d'investissement

Les crédits des chapitres 20, 204, 21, 23 et les opérations d'équipement correspondent aux dépenses d'équipement qui seront réalisées en 2025. Le montant des dépenses d'équipements s'élève à 21.1 M€ de crédits

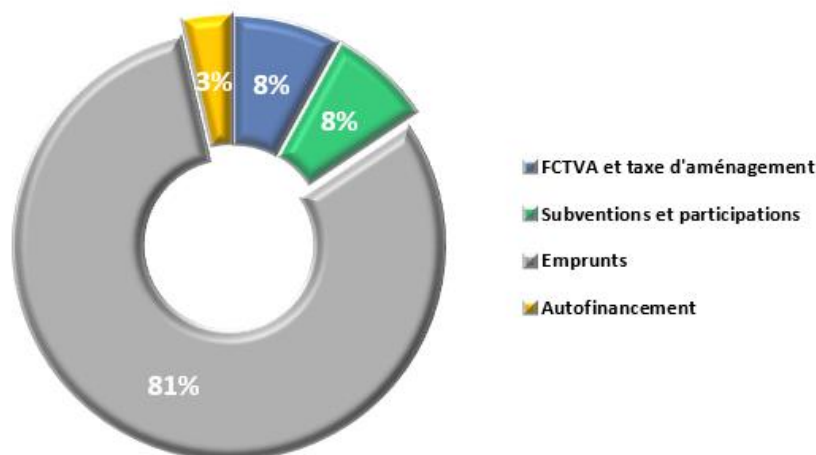
Cat	Libellé	CP 2025
0001-AFFAIRES GÉNÉRALES		
	MAINTIEN DU PATRIMOINE BATI ET MATERIEL	873 K€
	AMENAGEMENT DES CIMETIERES	163 K€
	<b>Total 0001-AFFAIRES GÉNÉRALES</b>	<b>1 036 K€</b>
0003-SANTÉ, SOCIAL ET SENIORS		
	MAINTIEN DU PATRIMOINE BATI ET MATERIEL	10 K€
	ESPOULETTE : CONSTRUCTION D'UN CCAS ET D'UNE SALLE DE RÉUNION	748 K€
	CMS - ANTENNE PRACOMTAL	5 K€
	<b>Total 0003-SANTÉ, SOCIAL ET SENIORS</b>	<b>763 K€</b>
0004-URBANISME ET TRAVAUX		
	PROGRAMME DE MAINTIEN DE LA VOIRIE ET DE DEVELOPPEMENT DES MOBILITES	
	DOUCES	3 020 K€
	MAINTIEN DU PATRIMOINE BATI ET MATERIEL	1 066 K€
	AMENAGEMENT RUE PAUL LOUBET PUIS ETUDE DEVANT LA GARE	660 K€
	CHEMIN DES GREZES, RUE DES GREZES, GIRATOIRE	350 K€
	TRAVAUX CHALET DU PARC	300 K€
	RENOUVELLEMENT URBAIN QUARTIER NOCAZE	50 K€
	CREATION GIRATOIRE BOULEVARD PRESIDENTS/CHEMIN DE RAVALY	844 K€
	AMENAGEMENT URBAIN AVENUE D'AYGU	80 K€
	AMENAGEMENT DU JARDIN PUBLIC	230 K€
	ETUDES DIVERVES DE FAISABILITÉ 'AMÉNAG URBAIN	80 K€
	MUR ET AMÉNAGEMENT LE LONG DE TROPENAS	100 K€
	AMENAGEMENT PLACE CLEMENCEAU PRACOMTAL	267 K€
	AMENAGEMENT AVENUE DE GAULLE	300 K€
	CREATION ILOT CENTRAL ALLEES PROVENCALES	80 K€
	<b>Total 0004-URBANISME ET TRAVAUX</b>	<b>7 427 K€</b>

Cat	Libellé	CP 2025
0005	DÉVELOPPEMENT DU CENTRE VILLE ET DES QUARTIERS	
	VIDÉOPROTECTION DES QUARTIERS	300 K€
	MAINTIEN DU PATRIMOINE BATI ET MATERIEL	373 K€
	SUBVENTIONS FACADES + DEVANTURES COMMERCIALES	224 K€
	PROGRAMME CŒUR DE VILLE	1 792 K€
	MODERNISATION ET REMPLACEMENT DU MOBILIER URBAIN	145 K€
	MODERNISATION / RENOVATION DU CSU	9 K€
	MISE EN PLACE DE BORNES AUTOMATIQUES EN CENTRE-VILLE	450 K€
	CREATION DE CANISITES	35 K€
	CONSTITUTION DE RESERVES FONCIERES	1 000 K€
Total 0005-DÉVELOPPEMENT DU CENTRE VILLE ET DES QUARTIERS		4 328 K€
0006	SPORT	
	MAINTIEN DU PATRIMOINE BATI ET MATERIEL	248 K€
	LE PLAN - REMISE ETAT DU TERRAIN	100 K€
	CREATION D'UNE PLAINE DES SPORTS	165 K€
	CRÉATION D'UN RÉSEAU SECONDAIRE ARROSAGE HIPPO	50 K€
	AMENAGEMENT DES STADES BAGATELLES ET HIPPODROME	4 273 K€
Total 0006-SPORT		4 836 K€
0007	EDUCATION ET JEUNESSE	
	MAINTIEN DU PATRIMOINE BATI ET MATERIEL	668 K€
	PLAN DE RENOVATION ENERGETIQUE	415 K€
Total 0007-EDUCATION ET JEUNESSE		1 083 K€

Cat	Libellé	CP 2025
0008	CULTURE ET PATRIMOINE	
	MAINTIEN DU PATRIMOINE BATI ET MATERIEL	46 K€
	QUARTIER CULTUREL CHABRILLAN : TRAVAUX DIVERS POUR CRÉATION ET	
	DÉVELOPPEMENT DU QUARTIER CULTUREL	20 K€
	COLLÉGIALE SAINTE CROIX : RÉNOVATION	605 K€
Total 0008-CULTURE ET PATRIMOINE		671 K€
0009	ENVIRONNEMENT ET DEMOCRATIE LOCALE	
	MAINTIEN DU PATRIMOINE BATI ET MATERIEL	30 K€
	PRESERVER LES RESSOURCES EN EAU	120 K€
	AMENAGEMENT PAYSAGER ET PLANTATION D'ARBRES	210 K€
	AIRES DE JEUX - RENOUVELLEMENT PLURIANNUEL	410 K€
	PANNEAU ENTRÉE DE VILLE NORD	45 K€
	AMENAGEMENT PAYSAGER ENTREE OUEST DE LA VILLE	80 K€
Total 0009-ENVIRONNEMENT ET DEMOCRATIE LOCALE		895 K€
0010	LOGEMENT ET MOBILITES	
	PROGRAMME DE MAINTIEN DE LA VOIRIE ET DE DEVELOPPEMENT DES MOBILITES	
	DOUCES	50 K€
	AIRE CAMPING CAR	15 K€
Total 0010-LOGEMENT ET MOBILITES		65 K€
Total général		21 104 K€

## b) Les recettes d'investissement

Les dépenses d'investissement seront financées grâce à l'épargne dégagée de la section de fonctionnement et par d'autres ressources détaillées ci-après :



## II. Le budget annexe du stationnement 2025

	Fonctionnement	
	Dépenses	Recettes
Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget	1 379 K€	1 379 K€
dont Crédits réels	733 K€	1 364 K€
dont Crédits d'ordre	645 K€	15 K€
+		+
	Investissement	
	Dépenses	Recettes
Crédits d'investissement votés au titre du présent budget	740 K€	740 K€
dont Crédits réels	726 K€	95 K€
dont Crédits d'ordre	15 K€	645 K€
=		=
<b>Total du budget</b>	<b>2 119 K€</b>	<b>2 119 K€</b>

Le budget 2025 s'équilibre en section de fonctionnement à hauteur de 1 379 k€ et en section d'investissement à hauteur de 740k€. Le montant global est de 2 119 k€.

Pour 2025, les droits de stationnement sont estimés à 1 030k€ à tarification constante, en hausse par rapport à 2024, grâce à l'amélioration des rotations résultant du changement de matériel.

Recettes de fonctionnement	Budget 2024	Budget 2025	Variation en €	Variation en %
70 - PRODUITS DE SERVICES (recettes stationnement)	980,0 K€	1 030,0 K€	50,0 K€	5,1%
74 - SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS	397,0 K€	334,0 K€	-63,0 K€	-15,9%
75 - AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	0,0 K€	0,0 K€	0,0 K€	
<b>Total général</b>	<b>1 377,0 K€</b>	<b>1 364,0 K€</b>	<b>-13,0 K€</b>	<b>-0,9%</b>

Les droits de stationnement permettront ainsi de financer les dépenses de fonctionnement qui sont prévues en baisse pour 2025.

Dépenses de fonctionnement		Budget 2024	Budget 2025	Variation en €	Variation en %
<b>011</b>	<b>- CHARGES A CARACTERE GENERAL</b>				
	606 - Achats non stockés de matières (dont énergie)	158,7 K€	136,6 K€	-22,2 K€	-14,0%
	615 - Entretien et réparations	108,7 K€	112,0 K€	3,3 K€	3,1%
	627 - Services bancaires et assimilés	10,0 K€	10,0 K€	0,0 K€	0,0%
	628 - Divers (nettoyage des locaux)	56,0 K€	58,0 K€	2,0 K€	3,6%
	Autres	56,3 K€	60,1 K€	3,8 K€	6,8%
<b>Total 011</b>	<b>- CHARGES A CARACTERE GENERAL</b>	<b>389,7 K€</b>	<b>376,7 K€</b>	<b>-13,0 K€</b>	<b>-3,3%</b>
<b>012</b>	<b>- CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES</b>	<b>281,0 K€</b>	<b>271,7 K€</b>	<b>-9,2 K€</b>	<b>-3,3%</b>
<b>65</b>	<b>- AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE</b>	<b>0,01 K€</b>	<b>0,00 K€</b>	<b>0,0 K€</b>	
	<b>Dépenses Courantes</b>	<b>670,6 K€</b>	<b>648,4 K€</b>	<b>-22,3 K€</b>	<b>-3,3%</b>
<b>66</b>	<b>- CHARGES FINANCIERES</b>	<b>106,8 K€</b>	<b>83,6 K€</b>	<b>-23,2 K€</b>	<b>-21,7%</b>
<b>67</b>	<b>- CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>	<b>1,3 K€</b>	<b>1,3 K€</b>	<b>0,0 K€</b>	
<b>Dépenses réelles de fonctionnement</b>		<b>778,7 K€</b>	<b>733,2 K€</b>	<b>-45,5 K€</b>	<b>-5,8%</b>

Les ressources de ce budget seront complétées par une subvention du budget général estimée à 334k€ en baisse de 16% par rapport à 2024.

Cette subvention permettra de participer au financement du remboursement de la dette contractée pour le financement de la création du parking souterrain de Saint-Martin, pour le renouvellement du matériel (631 k€ en 2025) et la création de 2 nouveaux vélo-parcs.